



Projet



CONVENTION CADRE POUR LA MISE EN SOUTERRAIN DES RESEAUX AERIENS DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES D'ORANGE ETABLIS SUR SUPPORTS COMMUNS AVEC LES RESEAUX PUBLICS AERIENS DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE SOUS DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Entre :

Syndicat Mixte d'énergie Orge- Yvette- Seine en Ile-de-France (SMOYS), syndicat mixte fermé identifié au SIREN sous le numéro **259 102 457**, exerçant, au sens du IV de l'article L. 2224-31 du Code général des collectivités territoriales, l'autorité concédante organisatrice de la distribution publique d'électricité sur le territoire des communes membres au titre de cette compétence transférée, représenté par Monsieur **Brahim OUAREM**, Président du SMOYS, domicilié pour les présentes en son siège à Place Roger Perriard, 91700 Sainte- Geneviève- des- Bois,

Ci-après dénommé « **Smoys** »,

d'une part,

Et

Orange, société anonyme au capital de 10 640 226 396 euros, dont le siège social est situé 78 rue Olivier de Serres, 75505 Paris cedex 15, immatriculée au R.C.S de Paris sous le numéro 380 129 866, représentée par Monsieur Philippe LAPLANE, Directeur de l'Unité de Pilotage Réseau Ile-de-France (UPR IDF), domiciliée pour les présentes en son Unité au 132 avenue Stalingrad 94800 Villejuif,

Ci-après dénommé « **Orange** »

d'autre part,

Collectivement dénommés « **les Parties** »

Préambule

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régie (FNCCR), l'Association des Maires de France (AMF) et Orange, ayant constaté la nécessité, pour les enfouissements coordonnés de réseaux existants, de mettre en place un dispositif national rationnel et efficace dans sa mise en œuvre afin de réduire les coûts de gestion, ont signé le 30 janvier 2012 un accord national visant à répondre à cet objectif dans le cadre fixé par l'article L.2224-35 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par cette convention, les Parties souhaitent, dans le cadre de l'accord national ci-dessus, harmoniser les pratiques en définissant les modalités selon lesquelles est traitée l'insertion des réseaux électroniques sur le territoire des communes d'Ile-de-France adhérentes au Smoys.

Compte tenu de l'étroite imbrication entre les travaux de génie civil nécessités par le projet de dissimulation des réseaux de distribution électrique du Smoys et ceux afférents au déplacement en souterrain du réseau aérien de communications électroniques d'Orange, celle-ci délègue au Smoys sous forme d'un mandat, la maîtrise d'ouvrage des études de génie civil et des travaux de dissimulation de ses équipements de communications électroniques. Les études de câblage, la validation des études de génie civil et la réception des travaux de génie civil et de câblage sont à la main d'Orange.

L'exécution des travaux est précédée d'un accord des Parties sur les quantités de matériels et de main-d'œuvre à mettre en œuvre.

IL A DONC ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 0 - DEFINITIONS

Les définitions suivantes sont retenues au sens de la présente Convention :

- Appui commun : support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité sur lequel est également établi le réseau de communications électroniques ;
- Collectivité : personne publique sur le territoire de laquelle se situe l'Opération d'enfouissement ;
- Effacement : mise en souterrain des câblages de communications électroniques se situant sur appuis appartenant à Orange et non sur appuis communs ;
- Enfouissement : mise en souterrain des ouvrages électriques et de communications électroniques ou, si les Parties en conviennent, leur dissimulation par pose sur façades, les tracés retenus devant dans ce cas permettre la suppression de toutes les traversées de voirie en aérien ;
- Equipements de communications électroniques : câbles et éléments strictement nécessaires à leur raccordement ;
- Installations de communications électroniques : les fourreaux, les chambres de tirage y compris leurs cadres et trappes standards, les bornes de raccordement destinées à recevoir le câblage de communications électroniques. Elles ne comprennent pas le câblage et ses accessoires ;
- Opération : projet d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'électricité et de communications électroniques sur le territoire de la Collectivité. Cette Opération fait l'objet de la signature d'une convention particulière en annexes de la présente Convention ;
- Ouvrage souterrain commun : ouvrage réalisé en cas de mise en souterrain, constitué de la tranchée commune et, éventuellement, « d'Infrastructures communes de Génie Civil » (égouts, galeries, réservations, fonçages...) substitués par endroits à la tranchée commune ;
- Tranchée aménagée : partie de la tranchée commune de l'ouvrage souterrain commun, destinée à recevoir les équipements de communications électroniques, dont l'aménagement comprend notamment le grillage avertisseur et dont le schéma figure en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet :

- D'organiser les relations entre les Parties pour la mise en œuvre des dispositions de l'article L.2224-35 du CGCT sur le territoire des communes d'Ile-de-France ayant transféré au Smoys leur compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité,
- Et de définir les modalités selon lesquelles le Smoys assure au nom d'Orange la délégation de maîtrise d'ouvrage des travaux de dissimulation des équipements de communications électroniques de l'Opérateur.

Conformément à l'accord national du 30 janvier 2012, le régime de propriété des installations de communications électroniques peut être négocié entre les Parties selon **deux options A et B**.

Une convention particulière sera établie entre les Parties selon les modalités de la présente Convention. La convention particulière qui figure en annexe 1 et 2 de la présente Convention formalisera le choix de l'option A ou B et précisera, notamment les contributions financières et les modalités de financement respectives.

Dans le cas de l'**option A** portant attribution à la Collectivité de la propriété des Installations souterraines de communications électroniques, Orange dispose alors d'un droit d'usage pour rétablir ses Equipements de communications électroniques existants, et s'acquitte du prix de location des Installations de communications électroniques mises à sa disposition.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS RELEVANT DE LA MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE

La mission du Smoys en qualité de mandataire portera sur l'accomplissement des tâches suivantes dans le cadre du champ d'application décrit à l'article 1 :

- 1°) Exécuter les travaux visés aux articles 8 « Travaux de génie civil » et 9 « Travaux de câblage » dans les conditions respectueuses des exigences techniques d'Orange sur la base des CCTP 1593 et 1596 d'Orange tels que synthétisés au travers des points de vigilance définis par Orange dans le Guide pratique (Annexe 5);
- 2°) Porter à connaissance et exiger l'application de cette convention à tous ses représentants ;
- 3°) Gérer le contrat de maîtrise d'œuvre et verser la rémunération du maître d'œuvre ;
- 4°) Mettre en place des revues de projet et réunions de suivi ;
- 5°) Etablir les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) applicables aux contrats de maîtrise d'œuvre qui seront communiqués à Orange pour vérification ;
- 6°) Suivre les différents contrats de prestations et paiement des prestataires et fournisseurs.
- 7°) Assurer la gestion administrative de l'Opération, notamment les demandes d'autorisation administratives auprès des gestionnaires de voiries et occupants du domaine public routier ;
- 8°) Assurer la gestion comptable et le paiement des prestations et fournitures ;
- 9°) Assister Orange pendant toute l'année de parfait achèvement dans les conditions de l'article 1792-6 du Code civil ;
- 11°) Exercer éventuellement toute action en justice : litige avec le maître d'œuvre, les entrepreneurs et fournisseurs intervenant dans l'Opération ;
- 12°) Fournir le Dossier des Ouvrages Exécutés selon le modèle fixé en annexe 6 ;

Le Smoys en tant que maître d'ouvrage délégué devra rendre compte de l'exécution de ses missions à Orange en qualité de maître d'ouvrage des travaux de dissimulation de ses Equipements. Ces missions concernent l'exécution des travaux de création des installations de génie civil, du tirage et du raccordement de nouveaux câbles dans les Installations de communications électroniques ainsi que la reprise en souterrain ou en façade des installations des clients concernés. La dépose des appuis appartenant à Orange est également concernée.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS D'ORANGE EN QUALITE DE MAITRE D'OUVRAGE

Dans le cadre des opérations réalisées par le Smoys pour le compte d'Orange, Orange agissant en tant que maître d'ouvrage déléguant a en charge la :

- 1°) Réalisation des prestations d'études et d'ingénierie des Equipements de communications électroniques ;
- 2°) Validation du projet final relatif aux Installations de communications électroniques ;
- 3°) Réception des Installations de communications électroniques réalisées ou modifiées sous maîtrise d'ouvrage déléguée au Smoys dans les conditions définies à l'Article « Réception des travaux » ;
- 4°) Réception des Equipements de communications électroniques réalisés ou modifiés sous maîtrise d'ouvrage déléguée au Smoys.

ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à considérer comme confidentiels tous les documents, informations et données, quel qu'en soit le support, qu'elles échangent à l'occasion de l'exécution de la présente Convention. Elles s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers pour quelques raisons que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la partie concernée.

Le Smoys, en qualité de maître d'ouvrage délégué, s'engage d'une part, à informer les personnes qui auront pour mission l'exécution de la présente Convention, dont le nombre devra être nécessairement limité, de la confidentialité à laquelle sont soumis les plans appartenant à Orange et d'autre part, à prendre toute mesure permettant de préserver la confidentialité des documents échangés.

La présente clause continuera à s'appliquer pendant un délai de trois ans après l'expiration de cette Convention ou en cas de résiliation pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 5 – DESIGNATION DES TRAVAUX

Les travaux d'enfouissement, réalisés en conformité avec les normes en vigueur, portent sur les lignes de réseau aérien et sur les lignes terminales de communications électroniques. Celles-ci ne sont pas nécessairement disposées sur des supports communs au réseau d'électricité. Pour chaque chantier, il peut exister des supports spécifiques aux lignes des réseaux ou aux lignes de branchement ou terminales.

L'opportunité des chantiers envisagés est du seul ressort du Smoys.

ARTICLE 6 – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La Convention s'applique aux travaux nécessaires, sur le domaine public routier et privé de la Collectivité et également sur les propriétés privées (à l'exception des parties privatives intérieures aux bâtiments), à l'enfouissement des installations et équipements de communications électroniques, dans le respect des dispositions du code des postes et communications électroniques, des règles techniques en vigueur et notamment des règles d'hygiène et sécurité, et des spécifications de matériel.

ARTICLE 7 – PROGRAMMATION ET CALENDRIER

Orange souhaitant disposer d'une certaine visibilité sur ces engagements futurs, le Smoys l'informe chaque année, à partir de juin de l'année N-1, du programme prévisionnel de l'année N en indiquant, au minimum, la commune sur laquelle porte l'opération, le nom de la rue et la longueur de lignes à enfouir.

Pour une meilleure gestion des ressources nécessaires à ces travaux par Orange, ce programme ne pourra pas excéder 20 km annuel de linéaire d'enfouissement.

Le Smoys et Orange établissent un projet de calendrier de référence des réalisations des travaux d'enfouissement. Ce planning tient compte des contraintes des chantiers concomitants.

Une convention particulière par opération de mise en souterrain du réseau de communications électroniques sera passé entre les Parties, en exécution de la présente Convention, pour confirmer la nature et l'étendue des travaux et fixer le montant total TTC supporté par Orange.

ARTICLE 8 –TRAVAUX DE GENIE-CIVIL

8-1 Etudes

Le Smoys assure les prestations d'études relatives aux travaux de génie civil.

Le Smoys fournit à Orange :

- La confirmation des travaux d'enfouissement à exécuter,
- Un plan indiquant la zone exacte des travaux sur le modèle de l'Annexe « Demande de pré études Orange »
- Un planning prévisionnel des travaux.

Orange est associée, pour les ouvrages la concernant, au choix de l'itinéraire des réseaux posés en coordination, et de la capacité des ouvrages souterrains communs. Orange renvoie au Smoys, sous un délai de 2 mois, l'esquisse GC spécifiant le tracé des Installations après prise en compte de ses contraintes propres (y compris la reprise en souterrain des lignes terminales), le nombre d'Installations prévues pour Orange, les implantations de principe des bornes de raccordement, des chambres et la position estimative des adductions vers les domaines privés.

Le Smoys exécute les études d'ingénierie et de génie civil relatives à la réalisation des Installations de communications électroniques. Ces études sont adressées à Orange pour remarques éventuelles et validation du projet final. Sans retour d'Orange sous 2 semaines, les études sont réputées validées.

Le Smoys fait son affaire de la mise en œuvre des prescriptions du Code du travail relatives à la prévention des risques et à la sécurité sur le chantier et de leur observation par les entreprises intervenantes.

8-2 Exécution des travaux

Le Smoys est maître d'ouvrage des travaux relatifs à la tranchée aménagée, nécessaires au transfert en souterrain des Equipements. Ces travaux comprennent notamment :

- L'ouverture de la tranchée (démolition des revêtements, terrassement, déblayage, étayage éventuel, aménagement du fond de fouille),
- La fermeture de la tranchée (remblayage, dispositif avertisseur, compactage),
- La réfection des revêtements (provisaires et/ou définitifs),
- L'installation et la maintenance des équipements annexes (barriérage, clôture, signalisation, balisage, dépôt de matériels, baraquements,...).

Le Smoys est également maître d'ouvrage des Infrastructures communes de Génie Civil éventuelles (galeries techniques, réservations, fonçages, ouvrages d'art) en complément de la tranchée commune.

Orange crée les Installations de communications électroniques propres à ses lignes de réseaux et lignes terminales en domaine public routier. A cette fin, Orange désigne le Smoys pour assurer en son nom les missions de maîtrise d'ouvrage déléguée afférentes à la pose de ces Installations de communications électroniques dans la tranchée aménagée.

Le Smoys en exécution de la mission confiée par Orange, assure la pose des Installations de communications électroniques en domaine public.

Le Smoys assure en domaines privés la pose des Installations de communications électroniques nécessaires à la reprise en souterrain des câbles des clients concernés.

Le Smoys fait son affaire de la dépose, de l'enlèvement et du stockage avant mise à disposition des appuis Orange abandonnés suivant la procédure décrite en annexe.

8-3 Réception des Installations de communications électroniques

Orange (ou son représentant dûment mandaté) est invité aux réunions de chantier, et dispose d'un droit d'accès permanent sur les chantiers d'implantation des Installations de communications électroniques.

Leur vérification technique est effectuée selon le processus suivant :

Sur demande de l'entreprise désignée par le Smoys pour réaliser les travaux, adressée à Orange par courrier ou courriel, Orange procède à la vérification des Installations de communications électroniques réservées à ses propres besoins, sous réserve de la réalisation préalable par l'entreprise désignée par le Smoys des essais d'alvéoles et de la remise des plans projets comportant les cotes d'implantation et les annotations de chantier (plans minutes du récolement après chantier) relatives auxdites installations de communications électroniques. Le Smoys s'engage à remettre à Orange le plan géoréférencé dans un délai de 3 semaines après la réception des Installations de communications électroniques.

A la suite de cette vérification, Orange remet à l'entreprise désignée par le Smoys un certificat de conformité des Installations de communications électroniques.

En l'absence de vérification technique dans un délai de 25 jours calendaires après la demande formalisée par l'entreprise à Orange, la conformité technique est acquise, aux risques d'Orange et sans réserve.

Lors de la vérification, des réserves peuvent être constatées par Orange. Elles devront être levées préalablement à une seconde vérification technique organisée dans un nouveau délai spécifié, mais ne pouvant excéder les 7 jours calendaires qui suivent. A défaut, le certificat de conformité sera émis avec réserves qui devront être levées à l'achèvement complet de l'enfouissement des réseaux, en particulier avant les réfections de voirie.

Le coût de reprise des malfaçons ne saurait être imputable à Orange.

La réception sans réserve des Installations est un préalable à la réalisation des travaux de câblage.

ARTICLE 9 –TRAVAUX DE CABLAGE

En préambule, il est rappelé qu'Orange conserve la maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation des prestations d'études et d'ingénierie de ses Equipements relatives à la réalisation du câblage et à la reprise en souterrain ou en façade des câblages des clients concernés.

Les travaux de câblage sont réalisés conformément au projet établi par Orange et aux dispositions contenues dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les consignes relatives aux travaux de raccordement figurant dans l'étude câblage d'Orange devront être strictement respectées.

Le Smoys s'assure que l'entreprise retenue chargée des travaux sur le réseau d'Orange possède les compétences requises et dispose de l'information complète concernant les conditions d'exécution des travaux.

Le Smoys fait exécuter par l'entreprise les travaux suivants :

- Le tirage et le raccordement des nouveaux câbles dans les Installations de communications électroniques;
- La reprise en souterrain ou en façade des Installations des clients concernés (dans l'hypothèse d'une reprise en façade, le Smoys s'engage à obtenir des propriétaires les autorisations de passage et à les transmettre à Orange). Elle nécessitera le raccordement des nouveaux câbles souterrains avec les câbles existants en domaine privé ;

En cas de malfaçons constatées, le coût de reprise des malfaçons ne saurait être imputable à Orange.

- La dépose et l'enlèvement des appuis abandonnés par Orange et lui appartenant. Les appuis déposés sont ensuite transportés sur un lieu de dépôt prévu à cet effet. Par ailleurs la restitution des câbles et appuis déposés doit se conformer à la procédure de tri des déchets en place chez Orange (annexes)

Le Smoys s'engage à faire procéder, dans des délais compatibles avec la qualité de service due aux clients d'Orange, à la réparation nécessaire des désordres apparus.

9-1 Documentation avant travaux

Orange s'engage à fournir les documents utiles à chacune des opérations de mise en souterrain du réseau de communications électroniques retenues, notamment la liste des branchements à reprendre figurant dans les études.

9-2 Exécution des travaux

Dès que la conformité des Installations de Communications Électroniques est acquise par le Smoys, conformément à la présente Convention, l'entreprise désignée par le Smoys entreprend les travaux de mise en œuvre des câbles de communications électroniques et de leurs accessoires.

Il n'y a pas de vérification systématique. Cependant Orange pendant ou après travaux, se réserve le droit d'effectuer des contrôles inopinés.

Orange sera destinataire des comptes rendus de réunions de chantier. La dépose des anciens câbles et des poteaux abandonnés ne pourra excéder 30 à 60 jours calendaires à partir de la délivrance du certificat de conformité selon l'importance du chantier, sauf cas de force majeure dûment justifié.

9-3 Matériels de câblage, outillage et appareils de mesure

Les entreprises désignées par le Smoys s'approvisionnent en matériel par leurs propres moyens, sous certaines conditions, à savoir :

- L'utilisation d'un tel matériel peut être contrôlée par Orange ;
- Orange se réserve le droit de refuser tout matériel qui ne présenterait pas des garanties de qualité similaires à celles relatives aux achats effectués auprès de son propre fournisseur national.

9-4 Documentation pendant travaux

En raison des contraintes fortes supportées par Orange (notamment sur la qualité de service), le Smoys a une obligation de résultat quant à la transmission des informations ayant un rapport direct sur les constitutions techniques de raccordement des clients.

En cas de modifications apportées aux documents qui ont été transmis par Orange, le Smoys ou son représentant devra les transmettre « au fil de l'eau » à Orange.

9-5 Réception et conformité des travaux réalisés

Orange (son sous-traitant ou son représentant) est invitée aux réunions de chantier, et dispose d'un droit d'accès permanent sur les chantiers réalisés sous la maîtrise d'ouvrage déléguée au Smoys.

Leur vérification technique, qui peut être réalisée par tranche, est effectuée selon le processus suivant :

- Sur demande de l'entreprise désignée par le Smoys pour réaliser les travaux, adressée à Orange par courriel, Orange procède à la vérification des Équipements communications électroniques, sous réserve de la remise des plans projets et annexes dûment complétées des annotations de chantier (plans minutes du récolement après chantier) ;
- À la suite de cette vérification, Orange remet à l'entreprise un certificat de conformité des Équipements de communications électroniques ;
- En l'absence de vérification technique dans un délai spécifié au cas par cas, mais ne pouvant excéder 21 jours calendaires après la demande formalisée par l'entreprise à Orange, la conformité technique est acquise, aux risques d'Orange et sans réserve ;

- Lors de la vérification, des réserves peuvent être formulées par Orange. Elles devront être levées préalablement à une seconde vérification technique organisée dans un nouveau délai spécifié, mais ne pouvant excéder les 21 jours calendaires qui suivent ;
- À défaut, le certificat de conformité sera émis avec réserves qui devront être levées à l'achèvement complet de l'enfouissement des réseaux.

9-6 Dossier de récolement – Documentation après travaux

Le Smoys s'engage à remettre rapidement à l'Opérateur, dans un délai qui ne pourra dépasser 30 jours calendaires après la fin de la réalisation des travaux, les documentations relatives aux travaux de câblage suivantes :

- Le plan itinéraire indiquant la pose et la dépose d'artère aérienne et (ou) souterraine ;
- Le schéma de câblage.

En ce qui concerne les fiches descriptives :

- Fiches de mutations d'abonnés réalisées ;
- Fiches PC complétées (long, calibre, résistance, type PC, RP et Sécurisation, description technique, zone influence etc.) ;
- Fiches Gespot :
 - une fiche indiquant tous les N° de poteaux déposés et le lieu de restitution ;
 - une fiche pour chaque poteau implanté et à compléter (coordonnées GPS du poteau etc...) (n° poteau donné lors de l'approbation du projet par Orange) ;
 - une fiche technique de prise de terre ;
 - une fiche de mesure de câbles.

ARTICLE 10 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les dispositions relatives à la protection et à la sécurité des données à caractère personnelles collectées et traitées par les Parties sont décrites en annexe 10.

Durant l'exécution de la Convention, le Smoys s'engage à définir puis mettre en place et maintenir des dispositions et des processus opérationnels qui permettent :

- D'organiser la sécurité du SI, des données, des locaux,
- De prévenir les fraudes,
- De réagir en cas d'incident et de crise,

Conformément aux exigences et aux niveaux de service spécifiés par Orange et aux règles de l'art.

Ces dispositions et processus constituent le Système de Management de la Sécurité des SI et sont décrits dans un plan d'assurance sécurité (PAS) en Annexe 10.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS FINANCIERES

11-1 Principe de financement

En tant que délégataire, le Smoys devra être indemnisé pour son activité en propre de maître d'ouvrage délégué selon les missions décrites à l'article 2.

Par ailleurs, Orange versera une participation calculée sur la base du Bordereau de prix en annexe, et définie dans la convention particulière. Elle correspond au paiement des prestations et fournitures préfinancées et payées par le Smoys pour la réalisation des travaux de génie civil et de câblage des communications électroniques.

11-2 Justificatifs des travaux exécutés par le Smoys pour le compte d'Orange

Après réception des ouvrages par Orange, un compte-rendu du mandat, faisant état du montant hors taxe et de la TVA afférente à ces travaux acquittés, sera adressé par le Smoys à Orange qui procédera à son règlement dans les délais et selon les modalités réglementaires en vigueur. Ce compte-rendu devra être accompagné d'une copie des factures des différents prestataires travaux acquittés par le Smoys.

D'autre part, le Smoys adressera à Orange un avis de recette concernant la prestation de mandat.

11-3 Répartition de la charge financière :

La répartition de la charge financière est précisée dans les conventions particulières relatives aux options A et B qui figurent en Annexes 1 et 2.

11.4 Modalités de paiement

A réception par Orange du titre de recette émis par le Smoys, Orange procédera au paiement dans le délai de 60 jours suivant la date d'envoi du titre de recette par virement bancaire.

En cas de désaccord sur le montant du titre, Orange fera part de sa contestation par l'envoi d'une demande préalable.

Le titre de recette devra impérativement contenir le numéro de la convention particulière signée entre Orange, la Commune et le Smoys et, en complément si possible, l'adresse de l'Opération d'enfouissement (nom de la rue et Commune).

ARTICLE 12 – PROPRIETE

12-1 Propriété des Installations de communications électroniques

Les installations de communications électroniques réalisées et réceptionnées dans le cadre de la présente Convention sur le domaine public sont la propriété :

- De la Commune dans le cadre de l'option A qui en assure l'exploitation et la maintenance, l'entretien et renouvellement ;
- D'Orange dans le cadre de l'option B qui en assure aussi l'exploitation et la maintenance, l'entretien et renouvellement.

12-2 Propriété du câblage

Orange demeure propriétaire du câblage et à ce titre en assume l'exploitation et la maintenance.

ARTICLE 13 – ABSENCE D'ENFOUISSEMENT SIMULTANE DES RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Dans l'hypothèse où par exception il serait décidé par le Smoys, en lien avec la Collectivité sur le territoire de laquelle l'Opération est envisagée, de ne pas procéder aux enfouissements des réseaux de communications

électroniques ayant pour appui commun des réseaux aériens de distribution d'électricité, il sera procédé par Orange, à ses frais, au maintien des réseaux de communications électroniques en aérien, sur des supports bois.

Orange fera par ailleurs son affaire de la reprise des branchements afférents. Le Smoys fera son affaire avec la collectivité de l'octroi des permissions de voirie. Le Smoys en informera Orange au plus tard lors de l'engagement de l'étude de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 14 - SUIVI DE L'EXECUTION DE LA PRESENTE CONVENTION

Un comité de suivi se rencontrera tous les 3 mois pour :

- Évaluer les adaptations apportées au programme d'opérations,
- Ajuster le contenu des spécifications techniques applicables,
- Définir les ajustements devant être apportés à la présente Convention notamment la révision des prix du Bordereau (Annexe 3)

ARTICLE 15 – DUREE

Cette Convention prend effet à compter de la date de signature des Parties pour une durée de 1 an. Elle liera les Parties jusqu'au terme de la garantie de parfait achèvement pour les chantiers réalisés.

Sous réserve qu'elle convienne aux Parties, l'exécution de la présente Convention pourra le cas échéant être renouvelée tacitement pour des périodes successives d'un (1) an chacune, sauf avis de non-renouvellement notifié par l'une des Parties à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception 1 mois au moins avant l'expiration de la période en cours, en ce compris la première, la dénonciation intervenant sans indemnité de part et d'autre.

ARTICLE 16- RESILIATION

En cas de manquement à l'une de ses obligations au titre de la présente Convention par l'une des Parties, l'autre partie pourra résilier la Convention moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

En cas de changement de stratégie qui aurait pour conséquence de modifier la cause de la Convention, les Parties se réservent la possibilité de ne pas renouveler la Convention.

ARTICLE 17 – LITIGES ET JURIDICTION

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

À défaut de règlement amiable, toute contestation sur l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention sera portée devant la juridiction compétente.

La présente Convention comporte les annexes suivantes ayant valeur contractuelle :

- Annexe 1 : Convention particulière option A
- Annexe 2 : Convention particulière option B
- Annexe 3 : Bordereau de prix
- Annexe 4 : Demande de pré études à Orange
- Annexe 5 : Guide pratique travaux
- Annexe 6 : Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE)
- Annexe 7 : Certificat de Conformité génie civil

- Annexe 8 : Certificat de Conformité câblage
- Annexe 9 : Procédure de gestion des déchets en Ile-de-France
- Annexe 10 : Données à caractère personnel et sécurité

Fait en deux (2) exemplaires originaux à Paris,

le

Pour le SMOYS
Le Président,

M. Brahim OUAREM

Pour Orange
Le Directeur de l'Unité Pilotage Réseau IdF

M. Philippe LAPLANE